

Loi sur l'habitation

province devrait examiner les moyens d'aider les municipalités à fournir, dans les petits centres urbains, des terrains pleinement aménagés pour la construction d'habitations.

Les objectifs du bill C-133 semblent encore des gestes nobles effectués en vue de mettre des logements satisfaisants à la portée d'un plus grand nombre de Canadiens. Toutefois, je tiens à signaler que les mesures que le gouvernement devrait prendre en faveur des habitants des régions rurales ne sont pas mentionnées dans le bill. La seule attention possible accordée à ces gens se refléterait dans une interprétation libérale, au sens large du terme, des dispositions relatives aux nouvelles collectivités, à l'amélioration des quartiers et à la remise en état des habitations existantes. Toutefois, on est en droit de supposer que des fonds ne seront pas investis dans ces districts à cause des fortes pressions exercées par les agglomérations urbaines et bien entendu, la tendance à l'urbanisation.

Je voudrais également signaler qu'une politique fructueuse en matière de logement ne peut être élaborée indépendamment d'autres programmes. Le gouvernement n'a toujours pas de stratégie précise en matière d'expansion urbaine. Par exemple, le fait qu'il ait négligé de mettre au point une politique efficace en matière de transport aura finalement pour résultat l'échec de toute stratégie en matière de logement. C'est donc un argument de plus en faveur de la construction d'un grand nombre de nouvelles habitations dans les régions rurales où des routes ont déjà été construites, mais où les mêmes services ne sont pas exigés. Beaucoup de localités sont situées le long de voies ferrées où l'on pourrait utiliser des transports rapides si les compagnies ferroviaires acceptaient de les fournir, au lieu de retirer des trains du service et de s'efforcer de démanteler des voies ferrées afin qu'on ne puisse plus les obliger à assurer le transport de voyageurs. On rappelle aux urbanistes que le prix du terrain doit comprendre celui des terrains de jeux, des parcs, des stades, des centres récréatifs et ainsi de suite. Or, ces installations sont déjà disponibles dans nombre de petites localités qui manquent d'habitations.

S'il est une mission que je dois assumer à titre de député de l'arrière-ban, c'est de me faire le porte-parole des régions rurales du Canada. Je l'ai déjà dit et je continuerai de le répéter. J'ai été maire d'une municipalité pendant 25 ans et il va sans dire que je sais ce qu'il faut aux petites villes et aux villages. J'en ai soupé d'entendre parler de trucs et de machins urbains et je rappelle qu'il faudrait créer un ministère des Affaires rurales ou nommer un ombudsman chargé de promouvoir les intérêts du reste du Canada. En voyant la composition de la Chambre, je me demande s'il ne vaudrait pas la peine de fournir une grande carte du Canada à certains représentants de circonscriptions urbaines afin qu'ils se rendent compte de la grandeur exacte de la partie du Canada qu'ils représentent. Prenons par exemple la carte de l'Ontario. Je trouve qu'elle a un peu l'aspect d'une poule, dont la tête et la partie du cou de la poule représenteraient le sud de la province—et le reste, la grande région rurale et le nord de l'Ontario.

• (1540)

Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) ce critique de la politique de l'habitation, s'exprimant avec grande éloquence jeudi soir, a dit qu'il faudrait, pour la région métropolitaine de Toronto au moins 73 des 100 millions de dollars affectés par année au remembrement foncier. Il a

[M. Darling.]

dit aussi que cela ne laisserait que 7 millions de dollars pour les autres villes, Montréal, Winnipeg, Vancouver, Calgary, Edmonton et Halifax. C'est une répartition bien chrétienne, monsieur l'Orateur. Et savez-vous combien il resterait pour toutes les autres régions rurales canadiennes? Environ trois-huitième de cinq-huitièmes de ce que vous pouvez deviner.

D'après ce que j'ai lu dans les journaux pendant la fin de semaine, Toronto réclamerait maintenant 100,000 lotissements au prix minimum de \$20,000 chacun. Même si je ne suis pas très fort en multiplication, il m'a semblé que cela faisait 200 millions de dollars. Quoi qu'il en soit, l'un de mes collègues à qui j'ai demandé de vérifier m'assure que cela fait 2 milliards. Or, monsieur l'Orateur, c'est une somme immense. Si, au cours de la fin de semaine, vous lisez le *Star* de Toronto, vous constaterez qu'on y offre en vente des maisons de \$41,000 à \$80,000, dans le secteur Charmwood d'Oakville par exemple, et qu'une maison en rangée à Mississauga coûte \$30,000. Il s'agit, dit le ministre des Finances (M. Turner) de décentraliser. Fichtre, nous pourrions construire avec cet argent je ne sais combien de milliers de maisons dans les régions rurales du Canada et mettre un terme à l'expansion de l'agglomération torontoise. Je suis écœuré de toutes ces annonces.

Monsieur l'Orateur, j'exprime encore l'espoir que les députés de ce côté-ci, tout comme les ministériels, décréteront que Toronto et Montréal sont devenus bien trop grands, un point c'est tout, et qu'on cherchera ailleurs à décentraliser. Quand je dis «décentraliser», je ne veux pas dire déménager à Mississauga ou jusqu'à Thornhill. Je ne connais pas trop bien la pieuvre géante de Montréal, mais ses tentacules s'étendent, paraît-il, sur 20 à 30 milles. Je veux qu'on vise beaucoup plus loin, pour amener l'industrie dans cette région, et faire suivre le logement. Monsieur l'Orateur, j'espère que ces quelques observations retiendront l'attention de la Chambre.

M. Jim Fleming (York-Ouest): Pour commencer, pendant que le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) est encore avec nous, je voudrais rappeler brièvement qu'il y a quelques mois, quand le nouveau député que j'étais est arrivé à la Chambre, j'avais espéré que Toronto n'était plus la tête de Turc préférée du reste du Canada, que l'usage était tombé en désuétude, mais je constate avec tristesse que ce n'est pas le cas. Nous avons des problèmes et j'espère vous convaincre, monsieur l'Orateur, et les autres députés par votre intermédiaire, que nous, députés torontois, nous sentons aussi solidaires et responsables du sort des campagnes canadiennes. Avant que le député n'exprime l'avis que Toronto recevait trop d'aide—c'est du moins ce que j'ai cru comprendre de ses propos, monsieur l'Orateur—je m'étais promis de faire remarquer ici que, étant originaire de la campagne ontarienne, je partage l'inquiétude du député de Parry Sound-Muskoka sur les conditions du logement dans les campagnes ontariennes.

Les gens qui frisent la pauvreté et ceux dont le revenu est inférieur à la moyenne sont beaucoup mieux logés, bien qu'ils aient encore beaucoup de peine à trouver un logement s'ils ne sont pas propriétaires. Mais bon nombre de nos cultivateurs qui triment pour s'assurer un revenu minimal habitent des logis qui ne seraient jamais acceptés dans une région urbaine du Canada. Certes, il reste beaucoup à faire dans ce domaine et, à titre de Torontois, je tiens à le dire clairement aujourd'hui, monsieur l'Orateur.

Maintenant, à propos du bill C-133, j'aimerais d'abord parler de deux ou trois questions fondamentales et, si vous le permettez, approfondir ensuite quelque peu la